

Insolite : Trouver la Licence d'un logiciel , inquiétude en PME

Insolite

Post   par : JulieM

Publié le : 18/3/2010 0:00:00

D  apr  s **une étude SafeNet** conduite auprès de 100 entreprises françaises, **40% d  entre elles ne savent pas où se trouve la licence de leurs logiciels** et ne connaissent pas leur date de renouvellement.

Cependant, la virtualisation ainsi que les services    la demande apparaissent comme une solution permettant de baisser les coûts de licence et les contraintes de gestion.

En France, les problèmes liés aux licences sont nombreux : 63% des entreprises interrogées ont été confrontées    des difficultés. Celles-ci sont dues    un mauvais fonctionnement des technologies d  autorisation d  exploitation (18%), des temps d  arr  t dus    un nombre de licences insuffisant (25%) ou des dépenses disproportionnées liées    un exc  dent de licences (27%).

Par ailleurs les entreprises en France maîtrisent peu la gestion de leurs licences ; les problèmes rencontrés en témoignent ainsi que les chiffres liés    leur gestion : seulement 56% des organisations interrogées savent quand leur licence doit être renouvelée.



   Il est surprenant de constater la faible priorité consacrée aux licences logicielles alors que le cœur de métier des entreprises dépendent de leur infrastructure IT    déclare **Samuel Ametepe**, Regional Manager, SRM de SafeNet.    Les entreprises comprennent clairement qu  elles peuvent réduire les problèmes liées aux autorisations d  exploitation si elles utilisent les bons outils et procédures d  installation ; elles peuvent ainsi permettre de contrôler régulièrement et de renouveler les licences de leurs logiciels. Le problème, c  est qu  elles n  agissent pas suffisamment rapidement.   

Les services    la demande et la virtualisation, les nouveaux enjeux pour réduire les coûts et les contraintes de gestion

Parmi les 45% d  entreprises françaises ayant déjà investi dans les services    la demande, 42% d  entre elles reconnaissent que les services    la demande ont simplifié la gestion de leurs logiciels ainsi que l  utilisation des applications ; ils permettent également d  am  liorer la visibilité concernant l  utilisation des autorisations.

44% des entreprises utilisant encore un système de clé d  acc  s pensent que les services    la demande leur simplifieraient l  administration de leurs logiciels et l  utilisation des applications.

Alors que les entreprises françaises sont ouvertes aux services à la demande, elles ne sont pas en reste concernant la virtualisation : 37% des entreprises ont déjà implémenté au moins une solution de virtualisation.

Parmi les raisons invoquées par les entreprises ayant déjà adopté cette technologie ou ayant prévu de le faire, 63% d'entre elles pensent que la virtualisation simplifiera la gestion et 45% pensent que cela améliorera la visibilité sur la localisation des licences et leurs utilisateurs.

18% des organisations résistent à la virtualisation et ne comptent pas changer leurs méthodes, estimant qu'elles n'en ont pas l'utilité (raison invoquée par 72% d'entre elles).

« L'étude menée par SafeNet montre que plus de 66 % des utilisateurs finaux de logiciels ont déjà utilisé ou prévoient d'utiliser des logiciels au travers le cloud et que plus de 70 % d'entre eux ont déjà virtualisé ou projettent de virtualiser tout ou partie de leur infrastructure informatique », indique **Pete Wesche** de Gartner. « De fait, les distributeurs de logiciels qui n'ont pas encore prévu l'adoption d'une stratégie de licences destinée à soutenir l'abonnement ou la consommation à la demande ont déjà pris du retard. Par ailleurs, ceux d'entre eux qui n'ont pas investi dans une solution de gestion de licences permettant l'autorisation et le contrôle de leurs applications dans les environnements virtuels vont voir se réduire la taille de leur marché potentiel ou, pire encore, s'accroître leurs taux d'abus de licences. »

Cette étude a été conduite par **Vanson Bourne** pour SafeNet en Janvier 2010 auprès de 100 entreprises françaises, composées d'organisations de 500 à 3 000 employés (49%) d'une part et de plus de 3 000 collaborateurs (51%) d'autre part.